



# Assemblée générale

Distr. limitée  
15 octobre 2003  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-huitième session

### Première Commission

Point 79 de l'ordre du jour

#### Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

**Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, Congo, Croatie, Danemark, EL Salvador, Équateur, Espagne, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Grèce, Haïti, Honduras, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Libéria, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malte, Mexique, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie-et-Monténégro, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Tonga, Turquie, Uruguay, Venezuela et Zambie : projet de résolution**

#### Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant* que la cessation des explosions expérimentales d'armes nucléaires et de toute autres explosions nucléaires concourt efficacement au désarmement et à la non-prolifération nucléaires,

*Rappelant* que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, adopté aux termes de sa résolution 50/245 du 10 septembre 1996, a été ouvert à la signature le 24 septembre 1996,

*Soulignant* qu'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires universel et effectivement vérifiable est un instrument fondamental dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires,

*Encouragée* par la signature du Traité par 169 États, notamment par 41 des 44 États dont la signature est nécessaire pour que le Traité entre en vigueur, et se félicitant de la ratification du Traité par 105 États, notamment par 32 des 44 États dont la ratification est nécessaire pour que le Traité entre en vigueur, dont trois États dotés d'armes nucléaires,

*Rappelant* sa résolution 57/100 du 22 novembre 2002,



*Se félicite* de la Déclaration finale de la troisième Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires<sup>1</sup>, tenue à Vienne du 3 au 5 septembre 2003, en application de l'article XIV du Traité,

1. *Souligne* qu'il est important et urgent de signer et de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, sans retard ni conditions et conformément aux procédures constitutionnelles, afin d'assurer l'entrée en vigueur de cet instrument le plus tôt possible;

2. *Se félicite* de la contribution des États signataires aux travaux de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en particulier aux efforts entrepris pour que le régime de vérification du Traité réponde aux exigences du Traité en matière de vérification dès son entrée en vigueur, conformément à son article IV;

3. *Prie instamment* les États de maintenir leur moratoire sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires et toutes autres explosions nucléaires, en attendant l'entrée en vigueur du Traité;

4. *Prie instamment* tous les États qui n'ont pas encore signé le Traité de le signer et de le ratifier dès que possible, et de s'abstenir dans l'intervalle de tout acte contraire à son objet et à son but;

5. *Prie instamment* tous les États qui ont signé le Traité mais ne l'ont pas encore ratifié, en particulier ceux dont la ratification est nécessaire pour qu'il entre en vigueur, d'accélérer leur processus de ratification afin de le mener à bien le plus tôt possible;

6. *Prie instamment* tous les États de rester saisis de la question au plus haut niveau politique;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-neuvième session la question intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ».

---

<sup>1</sup> Voir Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, art. XIV/2003/5.